

ultimatum

En Grève!

NOMBRE D'ÉTUDIANTES ET D'ÉTUDIANTS EN GRÈVE:

178 000

(EN DATE DU 10 AVRIL)

BLOQUONSLAHAUSSE.COM

LE JOURNAL DE LA COALITION LARGE DE L'ASSOCIATION POUR UNE SOLIDARITÉ SYNDICALE ÉTUDIANTE (CLASSE)

2 MOIS DE GRÈVE... ET ÇA CONTINUE!

MERCI

DE NE PAS LÂCHER

GRAFFITI SUR LES MURS D'UN CHANTIER DE CONSTRUCTION PRÈS DE L'UQAM

Une grève d'usure

JULIEN ROYAL, ÉTUDIANT EN COMMUNICATION POLITIQUE

La grève qui oppose les étudiants et étudiantes au gouvernement du Québec est devenu un combat d'usure. Devant l'échec de sa première tentative d'imposer une entente à rabais sous la forme du remboursement proportionnel au revenu, le gouvernement planche une fois de plus sur la stratégie dont il est devenu le champion au fil des années: ignorer la contestation.

Le gouvernement du Québec semble bien déterminé à prendre le risque d'attendre le dernier moment avant d'abdiquer devant la colère populaire. Une stratégie qui ne semble pas avoir porté fruit jusqu'à maintenant. En date du 10 avril 2012, nous sommes toujours près de 178 000 étudiants et étudiantes en grève. Un nombre similaire et peut-être même faiblement supérieur à la moyenne de grévistes durant la dernière grève étudiante en 2005. De nombreux établissements seront bientôt forcés de dépasser les dates limites de travail inscrites dans les conventions collectives des professeur-e-s pour reprendre les heures de cours. Les coûts de la grève sont immenses pour le gouvernement. Le conflit lui coûte hebdomadairement environ 17 millions de dollars en frais divers, surtout occasionnés par la mobilisation constante des forces policières. Actuellement, le gouvernement est assiégé. Le mur se rapproche dangereusement pour les libéraux.

Nous sommes entré-e-s dans une guerre d'usure avec l'État. Celui qui abandonnera le premier sera le grand perdant. Pour les étudiantes et étudiants, les semaines à venir sont critiques. Plus que jamais nous devons maintenir la pression, continuer les actions de perturbations économiques, continuer d'hurler nos revendications à gorges déployées, continuer de faire preuve de créativité pour que ce mouvement reste à notre image. Lorsque nous prendrons place dans nos assemblées et que nous nous positionnerions quant à la question de la reconduction de la grève, rappelons-nous que nous avons entre nos mains l'avenir, non seulement du mouvement, mais bien de la société québécoise. Si le combat est aussi difficile, c'est justement parce qu'il ne se limite pas au portefeuille de quelques individus, mais parce que nous luttons pour une vision de l'éducation au Québec. Si le gouvernement libéral ne recule pas aisément sur la hausse des droits de scolarité, c'est en partie car cette mesure est centrale dans les programmes de tous les gouvernements néolibéraux un peu partout en Occident.

François Giguère, exécutant à l'Association Nationale des Étudiants et Étudiantes du Québec en 1986, disait: « Si vous voulez gagner, ce qu'il faut faire, c'est tenir un jour de plus que le gouvernement. Juste un ». Notre grève a jusqu'à maintenant été créative et radicale. Tenons-la encore au jour le jour. Un jour de plus que ce que pourra être capable de supporter le gouvernement Charest. Ce jour-là est trop près de nous pour laisser tomber des semaines entières d'efforts et de sacrifices. Continuons le combat!

MANIFESTATION POPULAIRE

Pour un printemps québécois!

SAMEDI 14 AVRIL
À 13H, PARC JEANNE-MANCE
(COIN MONT-ROYAL ET PARC, MONTRÉAL)

*Le mouvement
s'enracine!*

CLASSE
WWW.BLOQUONS
LAHAUSSE.COM

- Contre le principe d'utilisateur-payeur.
- Pour que les banques, les grandes corporations et les plus riches fassent leur « juste part ».
- Parce que nos vies valent plus que leurs profits, pour le respect des travailleurs et travailleuses.
- Contre les compressions budgétaires antisociales.

Au-delà de la lutte étudiante

ARNAUD THEURILLAT-CIOUTIER, ÉTUDIANT EN PHILOSOPHIE.

Cela fait maintenant deux mois que les étudiants et étudiantes sont en grève. Et le mouvement ne démord toujours pas. Bien au contraire, il espère même voir naître une contestation large du gouvernement Charest et du gouvernement Harper. Derrière ces deux gouvernements se cache une même idéologie qui détruit les fondations de notre société. Outre le rassemblement populaire du lundi 9 avril dernier, la CLASSE appelle ainsi à une manifestation populaire pour « un printemps québécois » le 14 avril prochain.

Contre le principe d'utilisateur-payeur des Budgets Bachand

La présente grève étudiante s'inscrit dans une lutte globale contre la tarification des services publics. Menée grâce à la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics depuis plus de deux ans, cette campagne vise à renverser les mesures de la « révolution culturelle » du ministre des Finances, M. Bachand. Cette coalition a réussi à fédérer des luttes éparses afin de contrer la hausse des frais de scolarité, la hausse des

Comment une industrie pourrait-elle faire du profit si elle ne pouvait bénéficier du réseau routier, de personnes qualifiées et en santé, d'un environnement sécuritaire, etc. ? Contre la tendance actuelle qui veut que l'on privatise les profits et que l'on socialise les pertes, nous voulons que les banques, les grandes corporations et les plus riches fassent leur « juste part » en redonnant la richesse créée grâce à l'effort collectif.

Parce que nos vies valent plus que leurs profits !

Outre l'attaque du gouvernement Charest contre les services publics, nous assistons aussi à une violente offensive patronale contre les travailleurs et travailleuses. Le gouvernement Harper a brimer le droit de grève des travailleurs et travailleuses d'Air Canada, Rio-Tinto-Alcan a décrété un lock-out à Alma avec la complaisance du gouvernement Charest qui achète de l'électricité malgré le conflit de travail, Aveos a mis 1800 travailleurs et travailleuses à la rue du jour au lendemain. Ces patrons qui s'attaquent à la dignité humaine et au droit de grève sont les mêmes qui pourfendent le droit de grève étudiante et réclament une hausse drastique des frais de scolarité.



UN GRAND RASSEMBLEMENT POPULAIRE A EU LIEU LE 9 AVRIL DERNIER, À LA PLACE ÉMILIE-GAMELIN, À MONTRÉAL. CE FUT L'OCCASION POUR DES MILLIERS DE PERSONNES DE PARTICIPER À UN ÉVÉNEMENT HISTORIQUE D'ÉDUCATION POPULAIRE, DE CRÉATION ARTISTIQUE ET DE POLITISATION.

tarifs d'électricité, l'imposition de la taxe santé et les coupures généralisées dans les services publics. Elle a d'ailleurs remporté une première victoire en faisant annuler l'instauration d'un ticket modérateur dans le domaine de la santé. Pour une rare fois, les groupes populaires, communautaires, féministes, écologistes et étudiants ont réussi à faire front commun dans l'action en organisant des manifestations imposantes, des perturbations économiques et des occupations. Alors que la hausse des frais de l'automne 2012 approchait, les associations étudiantes ont décidé de se lancer dans une campagne de grève générale illimitée, ultime moyen pour faire reculer le gouvernement. Maintenant que le conflit s'installe dans la durée, les appels à l'élargissement de la lutte ne se comptent plus.

Pour une redistribution de la richesse

Les diverses luttes actuelles des mouvements sociaux au Québec se positionnent dans le débat sur les finances publiques, à l'aune d'une crise économique qui a frappé, et frappe encore, l'ensemble de l'Occident. Nous le savons, le Québec a amplement les moyens de financer ses services publics pour en maintenir l'accès universel. La « révolution culturelle » situe plutôt l'opposition entre l'intérêt privé et l'intérêt public. Faire sa « juste part » signifie, pour le gouvernement Charest, que les individus doivent assumer chacun leur destin, c'est-à-dire leur travail, leurs études et leurs dettes, et ne rien devoir à personne, ni à la société. Bref, le gouvernement Charest cherche à accentuer la concurrence qui atteint toutes les sphères de nos vies, à détruire les liens sociaux pour faire régner les lois du marché. À l'inverse, le mouvement étudiant veut développer et renforcer nos liens sociaux, notamment par une solidarité fiscale qui ferait en sorte que les plus riches contribueraient à la hauteur de leurs moyens au pot commun. La richesse qui est accaparée de manière privée dans notre société est en fait le fruit d'une coopération large de la société.

Contre le budget Harper

Ces attaques patronales sont d'autant plus révoltantes que le gouvernement Harper ne cesse, de son côté, de faire des cadeaux aux grandes corporations. Alors que, d'une part, il a fait passer le taux d'imposition des entreprises de 22 % à 15 %, le gouvernement Harper s'attaque aujourd'hui à la « crise des finances publiques », qu'il a en grande partie créée en coupant dans les programmes et en renvoyant près de 20 000 fonctionnaires. De surcroît, il a aboli le soutien financier dédié à la recherche fondamentale (physique, chimie, biologie, etc.) afin que la recherche « s'adapte aux besoins en recherche des entreprises et se concentre sur des travaux de recherche appliquée dirigés par l'entreprise et pertinents pour l'industrie ». Encore une fois, on va consacrer l'argent public à des intérêts privés.

Vers la grève sociale ?

Face à ces injustices économiques répétées, il nous faut frapper fort dans une action commune. Dans un contexte de contestation internationale des budgets d'austérité, de révolutions au Moyen-Orient et de mouvements des Occupations en Occident, il nous faut oser espérer un printemps québécois. Devant le durcissement de nos gouvernements, nous devons être aussi fermes qu'eux et ne pas hésiter à outrepasser la loi pour faire entendre nos voix. Nous savons qu'il est plutôt audacieux de faire une grève sociale, c'est-à-dire une grève illégale, car elle ne se ferait pas dans le cadre d'une négociation de conventions collectives. Mais la grève sociale est le seul moyen d'augmenter encore la pression et de démontrer la solidarité populaire contre les mesures néolibérales que nous avons nommées. Les risques encourus par une telle grève ne valent rien en comparaison de la liberté et de la justice qu'elle pourrait nous apporter. Faire la grève sociale, c'est faire de la solidarité non plus un slogan, mais une réalité.

Pourquoi le RPR n'est pas une solution

MARTIN ROBERT, ÉTUDIANT EN ÉTUDES CLASSIQUES.

Le 5 avril dernier, Line Beauchamp, la ministre de l'éducation, proposait aux étudiants et aux étudiantes le remboursement proportionnel au revenu (RPR) comme mesure pour pallier à la hausse des frais de scolarité. Écran de fumée que ce RPR proposé par le gouvernement Charest. D'ailleurs, si la grève devait se terminer sur cette note, non seulement les Libéraux auraient-ils tout gagné concernant la hausse des droits de scolarité, mais ils auraient également réussi à faire passer une mesure qui aggrave l'endettement étudiant et qui profite aux banques comme un compromis raisonnable.

Au Québec, ce sont des banques privées et non le gouvernement qui prêtent de l'argent à la population étudiante dans le cadre du régime public des prêts et bourses. Ainsi, les bénéficiaires qui s'endettent pour étudier le font auprès d'institutions bancaires, et ce sont ces institutions qui engrangent les intérêts des prêts. Aubaine, donc, pour les banques. De plus, le gouvernement ne propose pas, à travers l'instauration du RPR, une diminution de l'endettement (puisque la hausse des droits de scolarité reste en vigueur), mais bien une nouvelle forme de remboursement des prêts. Les étudiants et les étudiantes à faible revenu sont donc invité-e-s à encaisser cette hausse par l'augmentation de leur endettement sous prétexte qu'il leur sera demandé, le temps venu, de rembourser ce prêt en fonction de leurs revenus. Bref, c'est le système du « achetez maintenant et payez plus tard » qui est instauré, sans qu'en amont l'injustice inhérente de la tarification ne soit abolie.

Plus profondément, le RPR s'inscrit dans une vague de privatisation du financement de l'éducation. D'ailleurs, l'idée n'est pas nouvelle. Elle a d'abord été formulée par l'économiste Milton Friedman (1912-2006), grand théoricien du néolibéralisme. Dans son ouvrage de 1962 Capitalisme et liberté, Friedman présentait le RPR comme une manière de garantir le capital des personnes investissant dans les prêts étudiants. Le RPR lui apparaît dès lors comme une garantie pour les investisseurs de recouvrer leur capital à même le salaire de ceux et celles qui décrocheront des emplois payants et qui, par conséquent, compenseront pour leurs collègues moins chanceux et chanceuses. En ce sens, le RPR n'est rien d'autre, dans son principe, que la création d'un marché de l'investissement dans la formation, où les banques misent sur certains étudiants et certaines étudiantes à qui elles octroient un prêt, espérant à terme avoir sélectionné le bon cheval.

Or, même lorsque certains prêts ne sont pas remboursés, les banques profitent à tout coup d'un tel système qui est endossé par l'État. En effet, le RPR permet inévitablement d'accroître le nombre ainsi que le montant des prêts. Les banques accèdent de la sorte, dans l'intervalle entre le prêt et son remboursement, à une masse de capitaux accrue, sur laquelle elles peuvent spéculer. Les banques peuvent ainsi accroître leurs profits à même l'endettement facilité de la population étudiante.

Par ailleurs, si l'on attache le remboursement d'un prêt au futur salaire d'un étudiant ou d'une étudiante, on peut s'attendre à ce que les banques soient plus ou moins chaudes à l'idée de financer les études d'un jeune précaire qui souhaiterait étudier dans un programme à faible « valeur ajoutée ». On peut au contraire s'attendre à ce que les banques privilégient les jeunes déjà solvables par leur origine sociale, de même que ceux et celles qui sont promis par leurs études à des postes financièrement privilégiés. Ce genre de système, comme le suggérait d'ailleurs Friedman, ouvre donc la porte à des évaluations préalables de la solvabilité des emprunteurs et des emprunteuses, comme le font les compagnies d'assurance-vie.

En somme, l'instauration d'un RPR par le gouvernement, non seulement occulte le vrai débat sur les droits de scolarité, mais plonge l'éducation du Québec plus en avant dans le principe de l'utilisateur-payeur. Il s'agit au mieux d'une manière de faire passer la pilule de la hausse, tout en laissant s'opérer le désinvestissement de l'État en éducation et en privatisant davantage le financement de cette dernière. Du reste, en décrétant cette mesure après sept semaines de grève, le gouvernement évite stratégiquement des négociations franches avec le mouvement étudiant. S'il devait de la sorte arriver à juguler un mouvement de grève à l'ampleur historiquement inégalée, il aurait sans doute réalisé la plus grande arnaque politique des dernières années en éducation au Québec. Et, dans le contexte, ce n'est pas peu dire.